



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de
l'Environnement**

**Arrêté n° 2025 – 3 MD + CONSERV
portant mise en demeure
et application de mesures conservatoires
à la société DALOREC
pour l'exploitation de ses installations
sur la commune de Rognac**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.512-1 et L.514-5, R.515-100 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-365 PC du 27 octobre 2015 autorisant la société DALOREC à exploiter une installation sur le territoire de la commune de Rognac ;

VU la visite d'inspection réalisée le 18 juillet 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées n°1152-MRS-2024 en date du 8 octobre 2024 ;

VU la transmission contradictoire du 4 décembre 2024 ;

CONSIDERANT que la société DALOREC exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux et une installation de broyage de bois ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection, l'exploitant a signalé l'indisponibilité du bassin de collecte des eaux d'incendie, suite à une dégradation de la membrane géotextile ;

CONSIDERANT par conséquent que le site n'a plus de dispositif de collecte des eaux en cas de sinistre ;

CONSIDERANT l'absence de mise en place de mesures conservatoires par l'exploitant pour suppléer l'indisponibilité du bassin de collecte ;

CONSIDERANT que face à ces situations, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société DALOREC de respecter les dispositions des articles 4.3.2.3 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que les constats effectués notamment s'agissant de l'absence de collecte des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre sont de nature à rendre nécessaire la mise en œuvre de mesures conservatoires prévues à l'article L.171-8-I, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans la mesure où la non-conformité constatée génère un risque de pollution des sols et des eaux ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en prescrivant à la société DALOREC les mesures nécessaires afin de garantir la mise en sécurité du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

Place Félix Baret - CS 80001 – 13282 Marseille Cedex 06 -

Téléphone : 04.84.35.40.00

www.bouches-du-rhone.gouv.fr

ARRETE

Article 1

En application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement, la société DALOREC, exploitant une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux et de broyage de bois, située Montée des Pins sur la commune de Rognac est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes visées aux articles 4.3.2.3 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 susvisé, selon le calendrier suivant :

- **sous 15 jours**, l'exploitant transmet au Préfet et aux services de l'Inspection les documents justifiant de l'engagement des travaux (bon de commande...);
- **sous 3 mois**, l'exploitant atteste de la réalisation effective des travaux.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

En application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement, la société DALOREC, pour son site exploité sur la commune de Rognac, est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes :

- la mise en œuvre d'un dispositif temporaire de collecte des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Cette mesure est applicable dans le délai mentionné ci-dessus et jusqu'à la remise en service du bassin de collecte existant.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Publicités

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois et au recueil des actes administratifs du département.

Article 5 : Délais et Voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

En application du dernier alinéa du 1° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

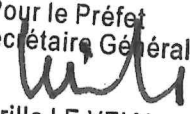
Article 6 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Vitrolles,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

19 JAN. 2025

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY